

Nantes, le 31 juillet 2018

Réaménagement de Nantes Atlantique : Christelle Morançais dénonce le double discours du Gouvernement et lui demande de passer des paroles aux actes

Vendredi dernier, le groupe Vinci, concessionnaire actuel de l'aéroport de Nantes Atlantique, nous a informés qu'aucune négociation n'avait été engagée avec l'Etat depuis l'annonce de l'abandon du projet de Notre-Dame-des-Landes :

- Aucune négociation sur l'avenir du contrat de concession de Nantes Atlantique alors même que Vinci a réclamé l'ouverture de pourparlers dès le mois de janvier ;
- Et évidemment aucune négociation pour organiser le réaménagement urgent de Nantes Atlantique.

Cette annonce stupéfiante vient contredire toutes les déclarations du Premier ministre et de son Gouvernement qui affirmaient pourtant que des négociations avaient été ouvertes dès le mois janvier.

Ce double discours est insupportable !

Devant les caméras, le Gouvernement ne cesse de promettre monts et merveilles en nous faisant croire qu'il va imposer au concessionnaire actuel la réalisation de travaux de réaménagement dès 2019, alors même qu'une nouvelle concession doit débuter en 2021.

Mais la réalité est toute autre et la parole du Gouvernement se fracasse une nouvelle fois contre son refus d'agir. Cela vient malheureusement confirmer les craintes que nous exprimons depuis le départ.

Il n'y avait aucun plan B crédible. Le Gouvernement le sait mais, incapable de sortir de l'impasse dans laquelle il s'est lui-même aventuré, il préfère s'enfermer dans un mutisme dangereux pour l'avenir de l'aéroport et de notre région.

C'est pourquoi j'attends du Premier ministre qu'il entame sans délai les négociations avec le groupe Vinci et qu'il nous indique précisément et concrètement ce que son Gouvernement compte faire pour agrandir et développer réellement cet aéroport.

Car plus de six mois après l'abandon de NDDL, le Gouvernement n'a toujours pas pris conscience de l'urgence qu'il y a à réaménager Nantes Atlantique, et ce malgré l'explosion du trafic et du nombre de passagers.

C'est une nécessité pour les habitants mais également pour toutes les forces vives économiques de notre région.

C'est la priorité absolue du Contrat d'Avenir avec les Pays de la Loire que le Premier ministre s'est engagé à signer avec notre région.

Alors si le Gouvernement est véritablement attaché aux Pays de la Loire, qu'il le prouve : qu'il renonce aux fausses promesses et qu'il agisse. Car il est grand temps de passer des paroles aux actes !

Christelle Morançais
Présidente du Conseil régional des Pays de la Loire

CONTACT PRESSE : Sophie Ferger - sophie.ferger@paysdelaloire.fr - 02 28 20 65 30 – 07 72 21 16 97